

Appel au futur président de la république :

Pour qu'un débat sur la stratégie énergétique de la France soit suivi d'un référendum sur le renouvellement ou non du parc nucléaire français.

La stratégie énergétique de la France est au cœur de nos enjeux de société. Qu'il s'agisse de pouvoir d'achat, d'endettement, de stratégie d'approvisionnement, d'entrepreneuriat, de cohésion sociale ou de lutte contre la précarité, ce débat est un élément essentiel des programmes électoraux et des politiques publiques nationales.

Il ne s'agit pas seulement de choix scientifiques et techniques, d'options ou de réponses aux sollicitations de différents groupes de pression, mais bien la définition de nos investissements communs et de notre patrimoine sur une très longue période, associé à des **choix de société pour les générations futures**.

Les Français désirent décider maintenant sur un choix structurant de civilisation et de territoires, qui dépasse les clivages des partis et des cultures. Alors que le parc électro-nucléaire français nécessite des investissements massifs, qu'il est envisagé de repousser la vie des centrales de 10 ou 20 ans, que le réseau doit être revu et que le schéma industriel et économique qui sera construit sur **les 50 prochaines années dépend des options énergétiques d'aujourd'hui**, il est urgent qu'en clôture du grand débat public organisé à l'échelle du pays, transparent et ambitieux, pour la première fois de notre histoire, les français soient consultés de manière démocratique.

Les deux phases essentielles : débat puis référendum.

Les enjeux énergétiques ne sont pas uniquement des considérations techniques, et chacun doit pouvoir s'exprimer, pour définir conjointement un futur qui nous engage socialement, économiquement et financièrement, et conditionne notre rapport à autrui à l'échelle locale, nationale et internationale. D'où la nécessité d'un débat ouvert, où s'expriment les champs du possible et se confrontent différents modes d'action. L'ensemble de la société civile, industriels, financiers, associations et pouvoirs publics, doit pouvoir se retrouver en toute transparence dans le débat.

Le **débat** doit également aboutir sur des engagements concrets, à travers le **référendum**, et notamment une question essentielle : **Doit-on renouveler ou démanteler les installations nucléaires à l'issue de leur durée de vie ?**

Quelle que soit la décision sortie des urnes, celle-ci doit être intégrée et coordonnée dans une dimension plus large de stratégie énergétique.

Les signataires, représentant de la diversité de la société civile, acteurs économiques ou associatifs, élus ou citoyens, demandent au président de la république qui sera élu en mai 2012 de s'engager dès maintenant pour un grand débat public sur la stratégie énergétique, débouchant sur un référendum précisant le choix de société concernant le renouvellement ou non du parc électronucléaire, et ce au plus tard au 10 mai 2013.

Je soutiens l'appel : contact@legrenelledelenvironnement.com (Ecologie Sans Frontière)